

**Louis O'NEILL, *Le prochain rendez-vous, essai sur l'avenir du Québec*, Québec, les Éditions la Liberté, 1988, 187 p.**

Louis Balthazar

Number 18, Fall 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040672ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040672ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Balthazar, L. (1990). Review of [Louis O'NEILL, *Le prochain rendez-vous, essai sur l'avenir du Québec*, Québec, les Éditions la Liberté, 1988, 187 p.] *Politique*, (18), 112–117. <https://doi.org/10.7202/040672ar>

Louis O'NEILL, *Le prochain rendez-vous, essai sur l'avenir du Québec*, Québec, les Éditions la Liberté, 1988, 187 p.

En dépit de son titre, ce livre nous dit assez peu de choses de l'avenir du Québec, encore moins du prochain rendez-vous. Publié au début de 1988, donc bien avant la crise linguistique engendrée par le jugement de la Cour suprême sur l'affichage, les réactions négatives du Canada anglais à l'endroit d'un Québec libre-échangiste et unilingue et les bouleversements internationaux de 1989, il s'intéresse plutôt au passé récent et à quelques défis contemporains.

Il comporte deux parties très différentes l'une de l'autre autant dans le ton que dans le sujet. La première est une charge à fond de train contre la stratégie étapiste du Parti québécois. La

seconde consiste en une réflexion éthique fort pertinente sur quelques dossiers de l'heure.

L'auteur, qui déjà, en 1956, signait avec l'abbé Gérard Dion un document retentissant sur la moralité politique au Québec, n'a rien perdu de sa verve. Il a été membre du Parti québécois, député de ce parti à l'Assemblée nationale de 1976 à 1981 et ministre des Communications dans le gouvernement Lévesque de 1976 à 1979. En ce qui a trait à l'idéal de l'indépendance qu'il caresse avec ferveur, il demeure un idéaliste intraitable. Il se refuse à tout compromis avec la réalité. À la limite, son plaidoyer pourrait être traduit comme un refus de la politique dont il admet tout de même qu'elle «est l'art du possible» et qu'il puisse arriver qu'en «certaines conjonctures les demi-succès apparaissent comme étant la seule réussite possible» (p. 69).

Pour Louis O'Neill, dont les prises de position s'apparentent à celles de Pierre Bourgault et de l'aile dite orthodoxe du Parti québécois (anciens du RIN et partisans de l'indépendance comme seul objectif valable), ce fut une erreur, dès 1974, de soumettre la souveraineté-association à un référendum. Un gouvernement du PQ, élu avec 40 % des suffrages, aurait fort bien pu mettre en oeuvre la sécession du Québec, en raison des pouvoirs accordés à un gouvernement selon la tradition britannique. Les précédents cités sont ceux du gouvernement Trudeau qui a fait voter par le Parlement la Loi des mesures de guerre en 1970 et le Canada Bill en 1982, sans mandat particulier. Pourtant, n'est-il pas clair comme le jour que la sécession est d'un tout autre ordre, et que le Parlement fédéral aurait pu voter, de son côté, le refus de cette sécession tandis que la Cour suprême aurait proclamé son caractère non constitutionnel? Qu'à cela ne tienne! Cette proposition n'est que la première de toute une série d'affirmations aussi étonnantes que contraires aux données empiriques les plus obvies.

En voici quelques autres:

- Le Parti québécois aurait pu gagner l'élection de 1976 sans reporter la souveraineté-association au référendum.
- Le discours de René Lévesque à l'Economic Club de New York, en janvier 1977, fut un moment historique, un «précieux témoignage d'une époque de grandeur et de confiance

en l'avenir» (p. 32). Tant pis si les observateurs américains, même les plus sympathiques à la cause du Québec, et plusieurs membres du gouvernement québécois eux-mêmes ont considéré ce discours comme une bourde monumentale dont les effets ont été très nuisibles au Québec.

- Une question plus directe, au moment du référendum, du genre «êtes-vous favorable à l'indépendance du Québec?» était plus susceptible de l'emporter. Le référendum a été perdu parce que «les indépendantistes fervents ne prenaient pas l'affaire au sérieux» (p. 42).
- Au moment où le premier ministre Trudeau annonçait son intention de rapatrier unilatéralement la Constitution canadienne (automne 1981), les conseillers de René Lévesque «accordent une importance extrême à l'appui de l'opposition, comme si les libéraux allaient finir par comprendre que leur devoir consistait à défendre d'abord le Québec et non l'establishment rouge d'Ottawa» (p. 54). On cite pourtant aujourd'hui avec fierté la résolution quasi unanime de l'Assemblée nationale condamnant le processus adopté par Trudeau. O'Neill y voit une marque de timidité de la part du gouvernement Lévesque.
- Ce qu'il aurait fallu faire à ce moment, c'est agir selon la proposition des militants péquistes du comté de Jean-Talon (un comté libéral!) et répliquer «au coup de force de Trudeau au moyen d'une mise en garde ferme et sans équivoque, à savoir que si le Prince persistait dans son entêtement, le Québec proclamerait l'indépendance» (p. 56). Souvenez-vous que cela se produisait quelques mois à peine après le référendum et tenez-vous bien: cette réplique, soumise à un autre référendum, l'aurait emporté cette fois-ci en raison de la dramatisation de la conjoncture.
- Le PQ a perdu le pouvoir, le 2 décembre 1985, «pour avoir renoncé à sa raison d'être, à savoir le projet de souveraineté-association» (p. 67).

Ainsi donc, si le PQ était demeuré toujours «pur et dur» quant à sa volonté de réaliser l'indépendance du Québec, il aurait conquis le coeur des Québécois. Voilà qui va tout à fait à l'encon-

tre de la théorie de plus en plus agréée selon laquelle l'indépendance, ou même une souveraineté limitée, est impossible sans un consensus bipartisan.

Pourtant, l'auteur se livre à une analyse intéressante de la démarche étapiste qu'il relie aux «cicatrices léguées par une longue et difficile résistance» (p. 92). Il admet que la dimension économique relativise toujours les choses au Québec (p. 89), que la population québécoise n'est pas portée aux ruptures radicales, et que René Lévesque constituait une sorte d'idéal-type de cette population (p. 94). Cela serait suffisant pour nous faire conclure que l'étapisme est une attitude aussi profondément québécoise que le goût de la fête. L'auteur n'en écrit pas moins qu'avec un Franklin, un Jefferson, un Washington on aurait gagné le référendum (p. 88).

Cet ouvrage ne mériterait peut-être pas une lecture attentive si l'on ne s'arrêtait qu'à sa première partie, tant il est vrai qu'il défend une position qui s'accorde plutôt mal avec la réalité même si elle a l'avantage d'être claire et logique.

La seconde partie est d'une toute autre venue, originale et rafraîchissante à bien des égards. Louis O'Neill y reprend, l'un après l'autre, des thèmes déjà souvent traités, il est vrai: la question linguistique, la solidarité sociale, l'environnement et l'écologie, la paix mondiale. Mais il sait traiter tous ces sujets dans une perspective à la fois critique et positive. Sans doute demeure-t-il aussi idéaliste que dans la première partie. Mais son idéalisme apparaît cette fois-ci moins amer et plus créateur. Dans un chapitre lucide intitulé «Les Québécois de demain», il dénonce les poncifs à la mode au sujet de la famille et des mouvements de population: «On dénombre plus de déclarations infaillibles dans une seule heure d'antenne que durant tout le pontificat d'un pape» (p. 114). N'est-il pas vrai que notre civilisation médiatique est plongée dans une crédulité du moins aussi envahissante que la foi de nos ancêtres?

L'auteur traite encore de l'immigration d'une manière aussi lucide qu'admirable. Voici un paragraphe qui mérite d'être cité en entier:

*Le sens commun, le culte de la vie et l'élargissement du coeur susciteront sans doute bientôt un virage culturel et moral, indispensable à la survie et à la croissance de la collectivité québécoise. En attendant cette conversion, un élément de réponse à nos problèmes nous arrive de l'extérieur. En effet, des milliers de familles et d'enfants frappent à nos portes. Ils cherchent l'espace vital et la possibilité de gagner leur pain quotidien dans la dignité. Ils sont blancs, noirs, jaunes, métissés européens, latino-américains, africains, asiatiques. Ils apportent avec eux la vitalité, la jeunesse, des talents de toutes sortes, une grande aptitude au travail, des traditions culturelles enrichissantes, sans oublier le culte de certaines valeurs fondamentales aptes à renforcer la santé morale de la société québécoise (p. 117).*

Une vraie politique québécoise peut être à la fois nationaliste et ouverte aux mutations culturelles: «Ce qui garantit l'avenir, c'est l'aptitude de la souche ancienne à se transformer en creuset où s'affine l'image collective enrichie d'afflux nouveaux» (p. 121).

Louis O'Neill porte encore son regard d'éthicien et de spiritualiste sur l'individualisme et l'économisme à la mode de la décennie 80. Il ne se gêne pas pour critiquer l'égoïsme social des nouvelles classes issues de la Révolution tranquille: «Serait-ce qu'elles ne veulent pas payer la quote-part qui leur incombe, elles qui ont bénéficié largement du sens social des générations précédentes?» (p. 138).

Enfin, ce petit ouvrage nous livre une approche nouvelle vis-à-vis des valeurs spirituelles et chrétiennes qui ont façonné notre tradition québécoise et qui sont loin d'être tout à fait dépassées par la conjoncture. Cette question, à elle seule, mériterait une longue étude. Le temps n'est-il pas venu, en effet, de dresser un bilan, tourné vers l'avenir, de notre tradition religieuse? L'auteur serait bien placé pour mener une pareille étude, lui qui nous livre déjà le témoignage d'un chrétien ardent, lucide et profondément humaniste.

Aujourd'hui moins que jamais, une analyse socio-politique ne saurait évacuer la dimension éthique.

Même les théoriciens de la science politique auront intérêt à parcourir ce livre, surtout dans sa deuxième partie.

*Louis Balthazar*  
Université Laval